

Schizophrénie: cette maladie mal traitée par les pouvoirs publics

Par [Delphine Dechaux](#)

[Le 06.10.2016 à 11h41](#)

Première cause de handicap chez les sujets jeunes, la schizophrénie touche 600.000 personnes en France. Les pouvoirs publics n'ont jamais lancé de campagnes d'informations pour faire tomber les préjugés et faire connaître des traitements de plus en plus efficaces. Une négligence coûteuse pour la collectivité.

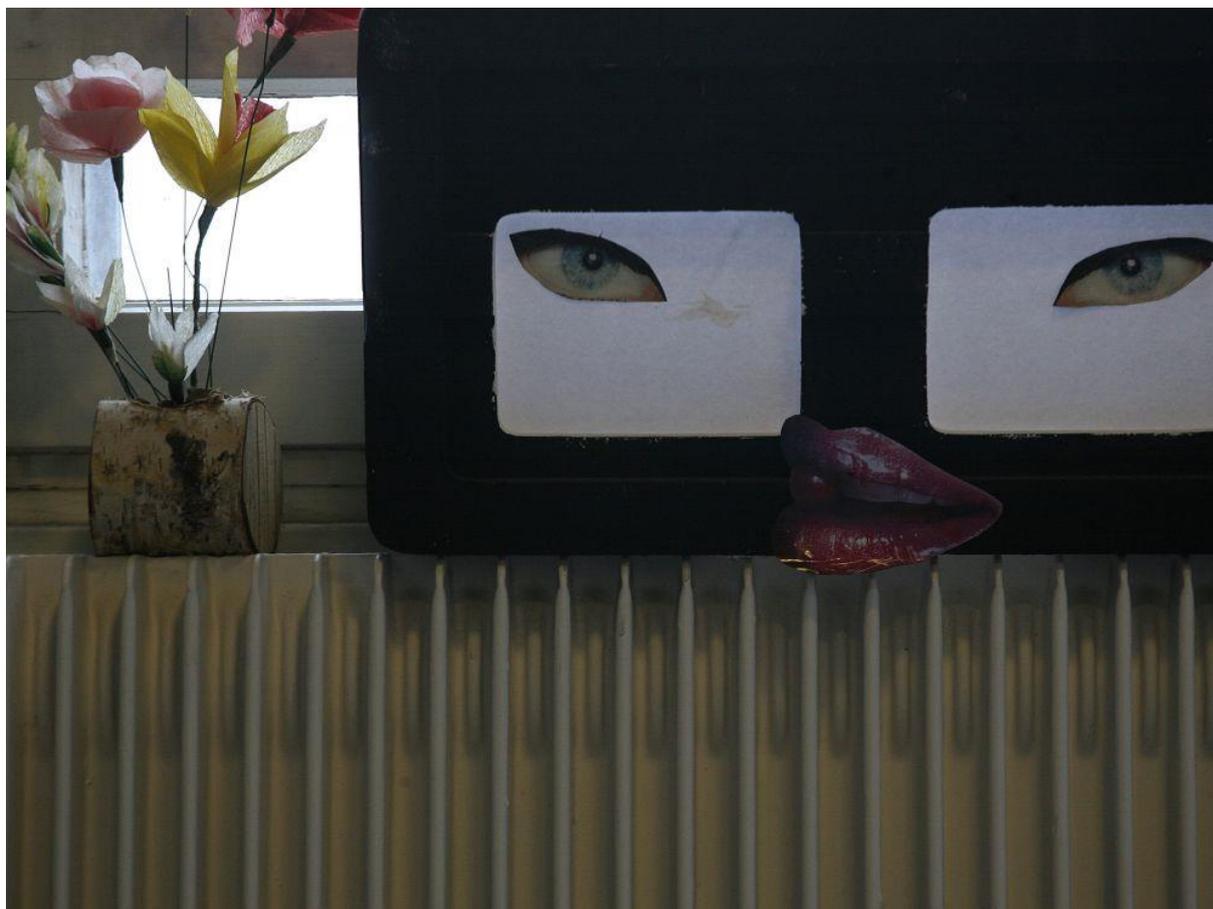


Photo prise le 05 février 2007 dans un secteur fermé de l'hôpital Sainte-Anne à Paris d'une oeuvre modeste représentant un visage.
(C) AFP

La schizophrénie: ce mot qui fait peur et véhicule de nombreux préjugés négatifs est une maladie chronique avec laquelle doivent vivre 600.000 personnes en France. Elle est

souvent vécue dramatiquement par les familles et les patients, alors que des dispositifs d'accompagnement ont prouvé leur efficacité. Le système de santé et les médecins jouent-ils leur rôle? A quel prix pour la collectivité?

"On assiste à un changement de paradigme. Auparavant, l'objectif des médecins était d'obtenir une rémission des symptômes. Aujourd'hui, on veut une rémission fonctionnelle. Les malades peuvent vivre une vie riche. Des patients bien accompagnés coûteront beaucoup moins cher à la collectivité. Mais pour cela, il faut en finir avec les préjugés", a alerté cette semaine le psychiatre Yann Hodé, lors d'une conférence organisée à l'initiative du laboratoire pharmaceutique Janssen.

Liée à un dysfonctionnement cérébral, la schizophrénie apparaît chez les sujets jeunes, le plus souvent entre 15 et 25 ans, avec un pic d'apparition des premiers symptômes en classe de terminale. Totalement "démocratique", elle concerne 1% de la population, touchant indistinctement toutes les régions et tous les milieux sociaux.

Un diagnostic pas simple à établir

Le diagnostic de cette maladie qui, dans chaque lycée français de 1.000 élèves, concernera un jour une dizaine d'entre eux, n'est certes pas simple à établir. "La schizophrénie prend souvent le masque d'autres troubles comme la dépression, les troubles addictifs, la phobie scolaire résistante, la paresse pathologique ou la clochardisation", explique le psychiatre Yann Hodé, praticien au centre hospitalier du Rouffach. "Le signe le plus courant, c'est un adolescent qui ne fait rien. La maladie atteint une partie du cerveau qui est le centre de l'initiative". Résultat: deux ans s'écoulent en moyenne entre les premiers symptômes et le diagnostic.

En France, cette maladie rime malheureusement avec exclusion professionnelle. "80% des patients ne travaillent pas. C'est le handicap mental le plus répandu chez les sujets jeunes", explique le professeur Hodé. Une pathologie responsable aussi de nombreux décès précoces: l'espérance de vie des malades est réduite de 25 ans.

Pas une fatalité

Ces drames humains ne sont pourtant pas une fatalité: bien suivi, un malade peut vivre une vie parfaitement normale. "Au delà d'une rémission, on peut rêver d'un rétablissement. C'est une réalité qu'on commence à toucher du doigt", affirme Fabienne Blain, fondatrice de l'association de parents de malades PromesseS, créée en 2014. Un suivi qui passe à la fois par un traitement médicamenteux et par un accompagnement. Du côté des médicaments, l'arrivée d'antipsychotiques à diffusion lente permet dorénavant aux malades d'espacer la prise de comprimés et de mieux observer leur traitement. Parallèlement, l'approche non médicamenteuse s'avère très efficace. "Les associations d'entraide de patients et les programmes de psychoéducation des familles permettent de diviser par deux le temps d'hospitalisation. Les familles sont beaucoup moins déprimées", souligne Yann Hodé.

Malheureusement, les familles vivent une stigmatisation qui renforce leur isolement et leurs difficultés. Commandée par l'association PromesseS, une analyse lexicologique - réalisée sur 1,5 million d'articles de presse sur la période 2011-2015 - montre que les médias véhiculent des représentations négatives et fausses de la maladie. Plus de la majorité des

articles utilisent le mot de manière métaphorique et non médicale. Une situation à laquelle les pouvoirs publics n'ont rien fait pour remédier: malgré la prévalence de cette maladie, aucune campagne d'information n'a jamais été dédiée à la schizophrénie en France, contrairement à d'autres grands sujets de santé publique comme le Sida ou le cancer du sein.

Les programmes de psychoéducation ciblés sur les familles, comme le programme d'origine québécoise ProFamille, donnent d'excellents résultats mais ils ne sont connus que d'une infime minorité: moins de 5% des familles touchées. "J'ai découvert que les possibilités d'accès aux soins ou aux programmes d'éducation dépendent de votre adresse. On retombe dans des logiques d'appartenance ou de privilège d'un autre âge", s'indigne Fabienne Blain. Son association s'est, entre autres, donnée pour mission de faire connaître plus largement ce programme de formation qui permet aux familles de retrouver une communication sereine avec leur proche, mieux comprendre son comportement et dédramatiser sa maladie. Gratuit pour les familles, d'un prix coûtant de 2.500 euros par an pour le système de santé, "le programme ProFamille est rentabilisé en un an" car il évite les ré-hospitalisations, souligne le psychiatre Yann Hodé. L'intérêt économique d'une réinsertion des malades dans le monde du travail est lui aussi évident. Encore faut-il que les pouvoirs publics et le corps médical changent leur regard sur la maladie.